

Annexe

Politique de réduction de l'artificialisation des sols en Bretagne - Conférence régionale - Proposition de composition

La proposition formulée par le Président de la Région Bretagne, en accord avec le Président de la Conférence des SCoT de Bretagne et le Président de l'Association des maires et présidents d'EPCI de Bretagne, d'une composition de la Conférence régionale de gouvernance de la politique de réduction de l'artificialisation des sols incluant quarante-et-un membres définis comme suit :

- Un représentant de l'Etat,
- Un représentant du Conseil régional de Bretagne,
- Un représentant de chacun des 27 établissements publics compétents en matière de Schémas de Cohérence Territoriale de Bretagne,
- Un représentant de chacune des 4 associations départementales des maires et présidents d'EPCI de Bretagne,
- Un représentant de chaque département breton,
- Un représentant de la délégation régionale de l'association des Intercommunalités de France,
- Un représentant de Baud communauté, seul EPCI de Bretagne non couvert par un SCOT,
- Un représentant de la Commune d'Ouessant et un de celle de Sein, les 2 seules communes compétentes en matière d'urbanisme non membre d'un EPCI et non couvertes par un SCOT.

Rappel des objectifs du Zéro Artificialisation nette

La loi Climat et résilience fixe des objectifs de réduction de l'artificialisation à l'horizon 2050 s'appuyant dans un premier temps sur une réduction de 50% de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF) consommés. Cet objectif s'applique sur la période 2021-2031 sur la base de la consommation constatée lors de la dernière décennie 2011-2021. Pour la ville de Vannes la consommation constatée sur la période de référence est d'environ 65 ha. Le potentiel de consommation de la ville de Vannes sera fixé par le Schéma de Cohérence Territorial de l'agglomération qui répartira en fonction du projet d'aménagement retenu l'enveloppe de 426 hectares allouée au Scot de GMVA par le Schéma Régional. Les premières observations menées sur la période 2021-2023 montrent que la consommation d'ENAF pour la ville de Vannes se limite à 4,2 ha. Par ailleurs, la loi du 20 juillet 2023 visant à faciliter la mise en œuvre des objectifs du ZAN a bien précisé que les consommations d'ENAF consécutives de la réalisation d'un centre pénitentiaire était affecté sur une enveloppe nationale fixée à 10 000 ha. Au-delà de 2031, c'est la notion d'artificialisation des sols qui prendra le relais. L'ensemble de ces orientations devront être traduites dans le PLU de la ville de Vannes pour février 2028.